

Justice Lundi 4 avril 2011

«Je veux continuer d'enquêter sur les trafics d'organes au Kosovo»

Par Valérie de Graffenried

Carla Del Ponte parle du rapport de Dick Marty et de ses envies. La Tessinoise approuve le gel des avoirs libyens et ne juge «pas nécessaire» de renforcer les lois sur l'argent des potentats

Ancienne procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye, Carla Del Ponte vient de rentrer d'Argentine, où elle officiait comme ambassadeur. Le récent rapport de Dick Marty, qui accuse des dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK), [dont l'actuel premier ministre Hashim Thaçi](#), d'avoir été impliqués dans des trafics d'organes, découle de soupçons que la Tessinoise avait déjà évoqués comme procureure, puis dans son livre *Caccia* (La Traque, les criminels de guerre et moi) publié en avril 2008 (Ed. Héloïse d'Ormesson).

A l'époque, elle n'avait pas pu faire la promotion de son autobiographie, muselée par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Mais aujourd'hui, Carla Del Ponte retrouve sa liberté de parole. Et son instinct de chasseresse. Comme quand, petite, elle traquait, avec ses frères, les vipères, dans le Val Maggia, pour revendre leur venin.

Le Temps: Certains disent que le [rapport de Dick Marty](#) repose davantage sur des accusations que sur des preuves. Votre avis?

Carla Del Ponte: Dick Marty n'avait pas un mandat d'enquêteur. Il le dit d'ailleurs lui-même. Il n'avait donc pas à trouver des preuves. Mais il a entendu beaucoup de témoins, dont il doit garder les noms secrets. Je trouve qu'il a fait du très bon travail. Je remercie le Conseil de l'Europe, qui lui a donné ce mandat.

- Vous aviez vous-même déjà évoqué ces trafics d'organes en 2003: qu'est-ce qui vous a le plus surpris dans son rapport?

- Nous avons effectivement recueilli des témoignages graves, mais, tétanisés, les témoins ne sont pas venus confirmer leurs dires devant le TPIY. Nous n'avions pas les soutiens nécessaires. Et l'Albanie ne nous a pas autorisés à faire des recherches dans les fosses communes où auraient été enterrées les victimes de trafics d'organes. Nous avons donc dû abandonner notre enquête. Rien ne m'a en fait vraiment étonnée dans le rapport de Dick Marty puisqu'il constitue une confirmation éclatante de ce que nous avons découvert à l'époque. Mais il est encore entré plus dans les détails.

- Vous sentez-vous en quelque sorte réhabilitée?

- Après tant d'années, je suis habituée aux critiques. Mais, c'est vrai, ce travail prouve que j'étais sur la bonne piste et, en ce sens, je trouve cela très satisfaisant. Cela m'a fait du bien.

- Après la publication du rapport, il était question qu'une enquête soit menée par un organisme international et indépendant. Comptez-vous y jouer un rôle?

- Oui. Une enquête criminelle en bonne et due forme est nécessaire. J'ai publiquement dit, dans une

interview à la NZZ, que je me mettais à disposition.

– **Mais avez-vous fait officiellement acte de candidature?**

– Non. Je dis juste que je peux mener une telle enquête. Je suis prête à continuer d'enquêter sur les trafics d'organes au Kosovo. La Serbie a déjà dit qu'elle me soutenait, à travers son procureur sur les crimes de guerre, Vladimir Vukcevic. Mais des discussions sont encore en cours: certains Etats estiment que Eulex, la Mission européenne de police et de justice au Kosovo, peut se charger d'une telle enquête; d'autres veulent une structure différente.

– **A part la Serbie, avez-vous reçu d'autres réactions à votre proposition?**

– Non.

– **Mais comment pouvez-vous vous prétendre «indépendante» alors que vous étiez procureure au TPIY et que vous avez exprimé vos soupçons dans votre autobiographie?**

– Comme ancienne procureure, j'ai justement l'expérience nécessaire pour mener une telle enquête. Et j'ai l'avantage de connaître les faits, les gens, les lieux.

– **Behgjet Pacolli, homme d'affaires suisse-kosovar qui avait notamment été lié à un scandale de corruption en 1999 et soupçonné de blanchiment d'argent pour le compte de la mafia russe, est le nouveau président du Kosovo. Que cela vous inspire-t-il?**

– Je le connais depuis longtemps. Et, que je sache, il n'a jamais été condamné [l'enquête n'a pas abouti et a été bouclée en 2001, ndlr]. Il a actuellement des problèmes avec la Cour constitutionnelle. Mais s'il est maintenu à son poste, je lui souhaite de bien mener son mandat [la Cour en question vient de décider d'invalidier son élection, trop peu de membres du parlement étant présents au moment du vote, ndlr].

– **Vous avez été visée par un attentat avec le juge Falcone, avez souvent été menacée de mort et aviez même des gardes du corps à Buenos Aires: n'aspirez-vous pas à une vie plus tranquille, à une vraie retraite?**

– Je suis en train d'apprendre à mener une vie plus tranquille. Mais il est vrai que j'ai toujours beaucoup de projets... On se croit à la retraite mais on est en fait plus occupée qu'avant.

– **Vous auriez eu, en septembre, la possibilité d'accepter un mandat onusien, est-ce exact?**

– Oui. Mais le DFAE voulait que je reste à Buenos Aires jusqu'en février, jusqu'à ma retraite.

– **Autre actualité, le «printemps arabe». La Suisse a bloqué les fonds Ben Ali quelques jours après sa chute, ceux du clan Moubarak, 30 minutes après l'annonce de la démission du président égyptien. Mais concernant le gel des avoirs du clan Kadhafi, la Suisse l'a décrété avant sa chute. A-t-elle agi trop vite?**

– Non, il fallait le faire. Nous avons la base légale qui le permet.

– **Devrait-on durcir la législation concernant l'argent des potentats?**

– Ce n'est pas nécessaire. Notre législation est très bonne. Pouvoir bloquer des fonds dans l'urgence, sans attendre une enquête pénale, est une bonne chose.

– **Quel sort réserver à Mouammar Kadhafi? Faut-il le déférer devant la Cour pénale internationale comme le demande Micheline Calmy-Rey?**

- Je comprends ses déclarations. Mais la CPI a précisément ouvert une enquête contre le colonel Kadhafi pour «crimes contre l'humanité». Attendons ses résultats.

Carla Del Ponte sera ce lundi soir à 19 h à la Comédie de Genève pour un entretien-débat mené par Christophe Sollioz, notamment auteur de «Retour aux Balkans. Essais d'engagement 1992-2010» (Ed. L'Harmattan). «Le Temps» est partenaire de l'événement.

LE TEMPS © 2011 **Le Temps SA**